

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 01/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **DEPOT BENNES SERVICE**

Lieu-dit : Grandalisse Nord  
291 impasse du Belvédère  
69124 COLOMBIER SAUGNIEU

Références : [référence à compléter](#)

Code AIOT : 0006108405

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement DEPOT BENNES SERVICE implanté Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 COLOMBIER SAUGNIEU. L'inspection a été annoncée le 28/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite fait suite à un incendie survenu le jeudi 27 octobre vers 21h45 et s'étant poursuivi dans la nuit du 27 au 28 octobre (durée de l'événement, environ 6h30). Le précédent événement de cet ordre avait eu lieu en juillet 2013.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DEPOT BENNES SERVICE
- Lieu-dit : Grandalisse Nord 291 impasse du Belvédère 69124 COLOMBIER SAUGNIEU
- Code AIOT : 0006108405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société DÉPÔT BENNES SERVICES (DBS) exploite à COLOMBIER-SAUGNIEU une activité de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, autorisée par arrêté préfectoral du 10 novembre 2009, modifié par arrêté préfectoral (AP) en 2014 et 2017. Une augmentation d'activité et une extension des surfaces exploitées (à périmètre cadastral ICPE identique) a été actée dans l'AP

de 2017 : passage de 57 300 t à 76 500 t de déchets réceptionnés par an sur le site, ainsi que l'entreposage de 20 000 m<sup>3</sup> de déchets inertes au lieu de 6000 m<sup>3</sup> auparavant.

L'agrandissement 2022 s'est fait sur une parcelle soumise à une servitude d'utilité publique, datant du 18 mai 2010, en lien avec l'usage passé du site (enfouissement de déchets non dangereux (Parcelle ZS260p – Ex-ZS210p). Cette parcelle a été acquise par DBS courant 2018. L'enrobé comporte une pente de 3 % de façon à collecter l'ensemble des eaux de ruissellement dans le bassin prévu à cet effet, dont la capacité est passée de 1500 à 3100 m<sup>3</sup>. Ceci est conforme à la SUP, qui empêche par ailleurs d'établir des bâtiments et fondations sur cette parcelle. Un suivi piézométrique doit en outre être maintenu au nord de cette parcelle.

Les principaux déchets que le site reçoit sont des déchets de chantiers du BTP.

Le site comporte les installations suivantes :

- un immeuble de bureaux à l'entrée,
- une zone de tri de 8000 m<sup>2</sup>, pour les gravats inertes, avec un broyeur concasseur,
- un bassin de rétention des eaux de ruissellement, d'une capacité de 3100 m<sup>3</sup>
- un bassin de rétention des eaux pluviales de toiture, d'une capacité de 545m<sup>3</sup>
- deux bâtiments de tri séparés par des installations de tri en extérieur,
- une nouvelle chaîne de tri en cours de démarrage (fin 2022),
- une nouvelle plate-forme de stockage en enrobé d'une surface de 20 000 m<sup>2</sup> (extension 2022).
- un équipement de tri du bois d'œuvre (séparation de bois A et B en cabine de tri),
- un broyeur bois / végétaux,
- diverses alvéoles de stockage extérieur séparées par des murs de 7 m de hauteur.

Le site dispose d'un accès principal au nord et d'un accès « pompier » au sud, chemin de la Chaume.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Maîtrise des quantités stockées et des hauteurs, rubrique 2716	Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article Annexe 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Maîtrise des quantités stockées et des hauteurs, rubrique 2714	Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article Annexe 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Stockage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article Annexe 1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Devenir des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article '11, point IV	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Convention de rejet des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article annexe 2, point 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site DBS a connu un incendie important dans la nuit du 27 au 28 octobre 2022. Si la gestion du sinistre a permis de tester efficacement la défense incendie et de limiter la propagation du feu, la non-gestion des eaux d'extinction dans le mois suivant l'évènement impose une mise en demeure afin de retrouver rapidement une capacité libre pour la réception d'autres eaux suite à un tel évènement. Trois semaines après l'incendie, l'exploitant stockait encore les eaux dans son bassin et s'est contenté de faire intervenir une entreprise spécialisée afin de retirer la couche superficielle (mousse, débris flottants, eau superficielle).

S'agissant des stocks de déchets non dangereux, la finalisation de la chaîne de tri industrielle ainsi que des difficultés logistiques ont conduit à dépasser certaines quantités mais l'extension 2022 va permettre de résorber ces difficultés par répartition des tas de déchets sur différentes plate-formes du site, comme présenté dans le porter à connaissance d'octobre 2022.

La gestion des déchets dangereux reçus par erreur de tri sur ce site doit être revue intégralement, l'exploitant n'ayant pas respecté son arrêté le limitant à 1 tonne maximum de déchets dangereux présents à un instant T sur son site. C'est le deuxième point de la mise en demeure.

Enfin, l'exploitant n'a toujours pas de convention de rejet signée avec la collectivité gestionnaire de son rejet final dans le milieu naturel. Un nouveau délai de 3 mois est accordé à l'exploitant pour aboutir dans sa démarche avec la collectivité gestionnaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Maîtrise des quantités stockées et des hauteurs, rubrique 2716

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> DNDAE à trier : 3500 m <sup>3</sup> Refus de tri : 1040 m <sup>3</sup> Végétaux : 500 m <sup>3</sup> Terres et gravats : 2000 m <sup>3</sup> Gravats type plâtre (issus du tri) : 50 m <sup>3</sup> VOLUME TOTAL 2716 = 7090 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Le stock de déchets non dangereux, constaté sur site sous la rubrique 2716, est le double du stock autorisé avant extension. Il comprend une accumulation d'une fraction 15/90 mm générée par le process de tri mécanique. Sans les 9000 m <sup>3</sup> accumulés de la fraction 15/90, il serait de 5000 m <sup>3</sup> . Ces 9000 m <sup>3</sup> sont répartis en plusieurs tas sur la nouvelle plate-forme à une hauteur inférieure à 6 m. L'exploitant indique que la mise en route de la nouvelle chaîne de tri va permettre de supprimer définitivement ce stock en le divisant en 3 fractions : une fraction minérale dure (supposée inerte, recyclable ou à défaut, en remblais de carrière), une fraction bois (filière à préciser), et enfin tout le reste (=fraction destinée à l'enfouissement en ISDND).  L'Inspection propose un délai de 3 mois maximum pour revenir sous les 12 030 m <sup>3</sup> correspondant au porté à connaissance d'octobre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Maîtrise des quantités stockées et des hauteurs, rubrique 2714**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Papiers, cartons triés : 80 m <sup>3</sup> Bois : 2030 m <sup>3</sup> Plastiques : 100 m <sup>3</sup> VTOTAL = 2 210 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> Le stock de déchets non dangereux, constaté sur site sous la rubrique 2714, atteint 3640 m <sup>3</sup> . Il est nettement supérieur au stock autorisé avant extension. Les hauteurs de certains stocks de bois dépassent les 6 m autorisés. L'exploitant indique avoir eu des retards d'évacuation de déchets de bois, pendant la période de difficultés d'approvisionnement en carburants. Les enlèvements de semi-remorques de bois ont repris, à raison de plusieurs camions de 90m <sup>3</sup> par jour. L'exploitant indique 450 m <sup>3</sup> enlevés entre le 3 et le 10 novembre.  L'Inspection propose un délai de 1 mois pour revenir sous les 3 460 m <sup>3</sup> de la rubrique 2714, comme proposé dans le porté à connaissance d'octobre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Stockage des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> moins de 1000 kg
<b>Constats :</b> DBS ne dispose pas des moyens de transport requis pour le transport de déchets dangereux et ne propose aucune prestation de prise en charge de déchets dangereux sur son site. Si DBS est sollicité par un de ses clients pour reprendre du déchet dangereux, il l'oriente vers une société spécialisée pour faire reprendre directement les déchets dangereux sur le site producteur. Il arrive toutefois que des déchets dangereux soient présents au milieu du chargement d'une benne arrivant sur le site DBS. Tout déchargement au sol est vérifié visuellement car il s'agit pour DBS de valider le tarif pratiqué pour l'apporteur. Selon l'exploitant, environ 0,5 % des déchargements (donc 1 sur 200) contient un intrus de type déchet dangereux, le plus courant étant un pot de peinture ou des appareils électroniques ou encore un extincteur ou une bouteille de gaz. Lors de la visite, les 2 caisses palettes et le fut métallique prévus pour stocker ces « intrus » sont vides de déchets. Selon l'exploitant, l'enlèvement groupé effectué par Chimirec Centre-Est le 21/10/2022 se matérialise par 8 bordereaux de suivi de déchet transmis à l'Inspection le 15/11/2022 à sa demande. Ces bordereaux d'enlèvement attestent de la présence ce 21/10 de 1,921 t de déchets dangereux sur site lors de cet enlèvement, dont 779 kg proviendraient selon l'exploitant de déchets dangereux rapatriés d'un site voisin CMSE. Après recoupement avec la facture émise par CHIMIREC le 31/10/2022 à DBS, le tonnage enlevé ce 21/10 sur le site DBS comprend bien les 8 BSDD déjà transmis par DBS mais contient en sus 8 opérations de traitement portant le tonnage total repris ce jour par Chimirec à 6,731 tonnes. En retranchant de ce tonnage 4 mouvements correspondant à des huiles noires et du gazoil pouvant être issus des engins du site, il reste 5,9 tonnes de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718

enlevés ce 20 octobre du site DBS.

Ainsi le tonnage de 5,9 tonnes est nettement au-delà du seuil maximum de 1 tonne autorisé sur site.

L'Inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter son arrêté et de déclencher des enlèvements suffisamment nombreux afin de respecter le maximum d'une tonne autorisée. Si l'exploitant souhaite organiser sur son site un lieu d'entreposage plus important, il dépose un porté à connaissance pour cette nouvelle activité soumise à autorisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 6 : Devenir des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article '11, point IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la présente visite le 3/11, les eaux incendies sont confinées dans le bassin de rétention, d'une capacité totale de 3100 m<sup>3</sup>. Ce bassin semble disposer lors de la visite, d'une capacité libre restante d'environ 1000 m<sup>3</sup>, cette évaluation reste purement visuelle. Selon l'exploitant, ce bassin était proche d'être vide avant l'incendie du 27 octobre. Suite à l'évènement similaire survenu en 2013, l'exploitant a indiqué avoir alors recouru à une évacuation par camion citerne pour évacuer les eaux souillées, ce qui est conforme à la réglementation.</p> <p>Dans le cas présent, les quantités sont supérieures car le bassin est passé en 2022 d'une capacité de 1500 m<sup>3</sup> à une capacité de 3100 m<sup>3</sup>. Le 15/11, aucun rejet ou enlèvement d'eau par camion citerne n'a encore eu lieu suite à l'incendie du 28/10. Le prélèvement d'un échantillon pour analyse a été fait le 3 novembre 2022. Le 15/11, un résultat partiel de l'analyse transmis à l'Inspection indique un dépassement de MES (matière en suspension). Le 17/11, l'exploitant fait part de contact avec l'entreprise SOGEDAS pour une évacuation par citerne. Le 21 et 22/11, SOGEDAS intervient sur le site pour nettoyer le dessus du bassin sans que l'exploitant n'indique la quantité pompée, qui semble inférieure à 100 m<sup>3</sup> (au plus 2 camions, d'après le mail de DBS du 25/11).</p> <p>Compte tenu de la pluviométrie intervenue depuis l'incendie, égale à 87 mm d'eau à Lyon-Bron entre le 21/10 et le 25/11, pour une surface drainante de 25 000 m<sup>2</sup>, le bassin s'est rempli de plus de 2000 m<sup>3</sup> d'eau sans que l'exploitant n'informe l'Inspection du niveau atteint ni ne mette en place rapidement une évacuation temporaire par camion citerne. Par email du 15/11, l'Inspection a rappelé à l'exploitant que la dilution des eaux d'extinction avec les eaux de pluie postérieures est interdite. Les éléments transmis à l'Inspection, à sa demande, entre le 28/10 et le 25/11 montrent un manque de mesures réactives permettant d'abaisser le niveau du bassin de plusieurs centaines de m<sup>3</sup> tout en respectant l'annexe 2 de son arrêté préfectoral. Manifestement, la capacité libre ne permet plus d'accueillir les eaux d'extinction en cas de survenue d'un nouvel incendie.</p> <p>Dans ces conditions, l'Inspection propose une mise en demeure imposant à l'exploitant de respecter l'annexe 2 de son arrêté préfectoral et notamment ses points 4 et 5 : maintien d'une capacité libre de plus de 1000 m<sup>3</sup> dans le bassin d'orage ; contrôle systématique avant rejet par bâchée. Le délai proposé est de 1 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Convention de rejet des eaux de ruissellement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2009, article annexe 2, point 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'une convention de rejet pour chaque exutoire.
<b>Constats :</b> Par courriel du 21 janvier 2022, en prévision de la visite d'inspection du 1er février 2022, la demande a été faite à DBS de fournir la convention de rejet du bassin principal vers le réseau d'eaux pluviales intercommunal de la zone d'activité. Puis cette demande a été formalisée dans le rapport d'inspection daté du 30 mars 2022. L'exploitant avait alors 3 mois pour transmettre la convention signée. L'Inspection avait alors insisté sur l'importance de cette convention du fait du doublement de capacité du bassin d'orage. Suite à la présente visite, l'exploitant a envoyé un exemplaire non signé mais présenté comme définitif au 25 mai 2022. Cette convention ne comporte pas de valeurs limites à respecter ou de fréquence de contrôle. Pour mémoire, l'arrêté préfectoral ICPE du site prévoit un contrôle systématique avant chaque bâchée et des VLE sur 5 paramètres en mg / litre (DCO 125 ; DBO5 100 ; MES 30 ; HCT10 ; métaux lourds 5). A son article 7, elle stipule que « Les bennes de stockages des déchets seront installées en intérieures ou seront couvertes », par contre elle n'aborde pas le cas des déchets stockés à l'air libre, au contact des eaux pluviales. L'exploitant doit rendre un rapport annuel avant le 31 janvier de chaque année. Pour mémoire, le rejet principal s'effectue dans un bassin communal suivi d'un puits d'infiltration, situé à 300 m au NE du site. Il s'agit d'un rejet final au milieu naturel. L'Inspection propose à l'exploitant un nouveau délai de 3 mois pour transmettre la convention signée, après avoir clarifié avec la collectivité le cas du ruissellement d'eau de pluie sur les tas de déchets stockés sur les plate-formes extérieures du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois